APPENDICE

DÉCLARATION SUR LA COLLABORATION CANADO-AMÉRICAIN EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LES CARTELS ET CONTRE LES COALITIONS

Lundi 3 novembre 1969

M. Ron Basford, ministre de la Consommation et des Corporations du Canada, a rencontré aujourd'hui M. John M. Mitchell, procureur général des États-Unis, pour un échange de vues sur la collaboration entre le Canada et les États-Unis en matière de lutte contre les cartels dont l'action s'étend aux deux pays. Ils ont invoqué la recommandation de 1967 formulée par l'Organisation de coopération et de développement économiques au sujet de la collaboration entre les pays membres et visant les pratiques commerciales restrictives qui influent sur les échanges internationaux. Dans cet esprit, ils se sont entretenus du Régime non officiel de notification et de consultation, entre le Canada et les États-Unis, en matière de lutte contre les cartels. Cette entente a pris son origine dans les échanges de vue, en 1959, entre M. E. D. Fulton, alors ministre de la Justice du Canada, et M. William P. Rogers, alors procureur général (actuellement Secrétaire d'État).

En vertu de l'entente, les États-Unis, en appliquant ses lois contre les cartels, et le Canada, en appliquant les siennes contre les coalitions, se consultent mutuellement lorsqu'une telle application pourrait nuire aux intérêts de l'autre pays. Cette procédure a pour principal objet d'éviter des situations qui, par suite de l'application des lois d'un pays sur les pratiques commerciales restrictives, pourraient donner lieu à une fausse interprétation dans l'autre pays, surtout dans les cas où il peut sembler qu'une telle application a eu des répercussions au-delà des frontières ou a constitué un empiètement sur la souveraineté de l'autre pays.

En vertu du régime, la démarche normale consiste, pour chaque pays, à notifier l'autre avant l'institution d'une procédure qui est intentée en vertu d'une loi contre les cartels et qui touche les intérêts ou les ressortissants de l'autre pays. Le régime donne aux parties intéressées le temps voulu pour se consulter mutuellement au sujet de la procédure envisagée, sauf dans des cas à échéance particulière ou dans des circonstances extraordinaires. La notification, tout en n'étant pas exigée d'après l'entente, est toutefois donnée autant que possible au cours de la période d'enquête. Dans tous les cas, chaque gouvernement tient l'autre au courant des faits nouveaux d'importance qui peuvent se présenter dans l'affaire en litige.

M. Basford, ministre de la Consommation, et M. Mitchell, procureur général, ont observé que le régime de notification avait été utile aux deux pays intéressés. Les deux membres de cabinet ont signalé que l'entente américano-canadienne avait préparé la voie à la recommandation du Conseil de l'O.C.D.E. sur la collaboration en matière de lutte contre les pratiques commerciales restrictives. Cette recommandation prévoit la collaboration intergouvernementale sur une base purement volontaire, sans atteinte à la souveraineté et conformément aux lois et à la politique de chaque pays, dans trois domaines:

(1) La notification et la consultation à l'égard de mesures contre les cartels;

(2) L'échange de renseignements relatifs aux questions touchant la lutte contre les cartels, lorsqu'il est praticable; et

(3) La coordination des mesures d'application de la législation contre les cartels, lorsqu'elle est possible.

L'O.C.D.E., qui comprend 19 pays européens, le Canada, les États-Unis et le Japon, de concert avec les Communautés européennes, est dotée d'un comité d'experts sur les pratiques commerciales restrictives qui a rédigé la recommandation. M. D. H. W Henry, directeur des enquêtes et recherches en vertu de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions au Canada, est le président de ce Comité et le procureur général adjoint, M. Richard W. McLaren, en est l'un des vice-présidents.

Messieurs Mitchell et Basford ont déclaré qu'à leurs yeux, la procédure adoptée par l'O.C.D.E. renforce l'entente américano-canadienne, qui a servi à éliminer des conflits en matière d'application des lois contre les cartels et a permis une approche commune aux problèmes touchant les deux pays. Évidemment, il incombe à chaque pays d'appliquer ses propres lois, et les entretiens en vertu de ces procédures ne lient nullement un pays en ce qui concerne ses décisions à l'égard des mesures à prendre. Les deux membres du cabinet ont exprimé l'opinion qu'à cette époque où le commerce international est en expansion, où les corporations multinationales posent des problèmes particuliers et où la plupart des pays industrialisés ont adopté des